



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer du Var  
Service eau et biodiversité**

**ARRÊTÉ PREFECTORAL DU 28 MARS 2022**

portant agrément de l'élection du trésorier fédéral de la fédération du Var  
pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FVPPMA)

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R 434-25 et suivants ;

Vu les statuts de la fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FVPPMA) approuvés par arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/55/MCI du 22 décembre 2021 chargeant M. Eric LEFEBVRE, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer du Var, délégué à la mer et au littoral, de l'intérim des fonctions du directeur départemental des territoires et de la mer du Var et lui donnant délégation de signature ;

Vu l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires et de la mer du Var par intérim en date du 3 janvier 2022 ;

Vu le procès verbal de l'assemblée générale de la FVPPMA qui a désigné en sa réunion du 18 mars 2022 son conseil d'administration et son bureau pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2027 ;

Vu la demande de la fédération du Var pour la pêche et la protection des milieux aquatiques du 21 mars 2022 pour l'agrément de M. Jacques LANDI en qualité de trésorier fédéral de la fédération départementale ;

Considérant que la demande est conforme aux exigences du code de l'environnement ;

Sur proposition de la cheffe du service eau et biodiversité de la DDTM du Var ;

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'agrément prévu à l'article R 434-33 du code de l'environnement est accordé à M. Jacques LANDI en qualité de trésorier fédéral de la fédération du Var pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Var (FVPPMA).

## **Article 2 :**

Conformément à l'article R 434-35 du code de l'environnement, le mandat commence à la date du 1<sup>er</sup> avril 2022 et se termine le 31 mars de l'année précédant la date d'expiration des baux de pêche consentis par l'État sur le domaine public.

## **Article 3 : voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut aussi faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon dans ce même délai.

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 4 : publication**

Le directeur départemental des territoires et de la mer est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var. Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Var durant une durée de 12 mois au moins.

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires et de la mer,

  
Eric LEFEBVRE